



CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 28 JUIN 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt huit juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MOULLEC Yvan, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, LE SAUX Jean-Luc, OLLIVIER Muriel

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à TRMAL Marie-France)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
MORVAN Henri (pouvoir à CORNILY Karine)
OMNÈS Elisabeth (pouvoir à CUNIN Marie-José)
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)
CALVEZ Gilles (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)

Absents

LE GUEN Jean-René, MERDY Marie-Thérèse

Conseil de Communauté du 28 juin 2019
Délibération n°DCC2019_118

Objet	Charte de prévention des expulsions locatives du Finistère
Rapporteur	Marie-Claude MORVAN
Service	Service Habitat
Thème	Habitat

Marie-Claude MORVAN donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le Plan national d'actions pour la prévention des expulsions lancé en mars 2016 rappelle l'importance d'agir le plus en amont possible et la nécessité de coordonner les différents acteurs pour une prévention efficace. La circulaire interministérielle du 22 mars 2017 redéfinit les grands principes de la prévention des expulsions et fixe les orientations que la nouvelle charte de prévention des expulsions doit contenir.

En Finistère, la dernière charte a été signée en 2003. La loi dite ALUR (Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové) ainsi que les décrets du 30 octobre 2015 et du 31 mars 2016 posent de nouvelles règles en matière de traitement des impayés et renforcent le rôle de la Commission Spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions Locatives (CCAPEX).

La prévention des expulsions est un axe prépondérant du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Finistère 2016-2021. L'actualisation de la charte pour la prévention des expulsions locatives constitue l'un des onze chantiers prévus au PDALHPD 2016-2021.

La charte pour la prévention des expulsions locatives du Finistère constitue également un engagement des partenaires signataires à conjuguer leurs moyens pour mettre en œuvre des solutions dès les premières difficultés rencontrées par le locataire.

Dans cette démarche co-pilotée par l'État et le Conseil départemental, la Communauté a été associée comme les 5 autres EPCI finistériens tenus de prendre part à la politique d'attributions des logements sociaux (Brest Métropole, Quimper Bretagne Occidentale, Concarneau Cornouaille Agglomération, Quimperlé Communauté, Morlaix Communauté).

Les engagements propres de la Communauté dans cette charte sont les suivants :

- prendre en compte le relogement des ménages menacés d'expulsion dans le cadre des orientations à fixer par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL),
- orienter, si besoin, vers les partenaires de la charte.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 11 juin 2019

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 28 mai 2019

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la charte de prévention des expulsions locatives du Finistère pour une période de 6 ans (2019-2024),

Article 2 : autorise le président ou son représentant à signer la charte, telle qu'annexée à la présente délibération.